



Désinformation, parti-pris et instrumentalisation : la dangereuse dérive de Guillaume Erner fragilise Radio France

Le SNJ-CGT Radio France exprime sa vive inquiétude et sa colère à la suite de la diffusion, dans la matinale de France Culture présentée par Guillaume Erner, le mercredi 24 juin 2026, d'un montage audio non journalistique mettant en regard des déclarations de Jean-Marie Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. Cet extrait provenait d'un montage réalisé par « Léon Le Média », qui se présente comme un « média engagé » sur les réseaux sociaux, mais dont **les contenus interrogent fortement la frontière entre information et stratégie de communication, voire de désinformation.**

Ce montage, utilisé comme support pour interpeller la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen sur son « épiphanie » et la soi-disant « rupture » de son parti avec l'antisémitisme, a été diffusé à l'antenne sans que sa provenance, son contexte de production et sa fiabilité n'aient été établis. Le recours à ce type de montage, non vérifié et non sourcé, ne peut être considéré comme une pratique journalistique conforme aux exigences du service public. **La responsabilité éditoriale de Guillaume Erner et de France Culture sont ici directement engagées.** La diffusion de contenus dont la fiabilité n'a pas été rigoureusement établie a un impact direct sur l'ensemble des journalistes de Radio France : elle fragilise notre crédibilité collective, altère notre rapport aux sources et nuit à l'image de rigueur que nous construisons quotidiennement auprès de nos auditeur·ices sur la base d'un travail exigeant de vérification des faits. Un simple tweet de demi-excuses ne suffit pas à effacer cette erreur qui ternit gravement notre réputation.

Le SNJ-CGT Radio France souligne qu'à quelques mois d'échéances électorales majeures, la vigilance doit être maximale. Le service public de l'audiovisuel ne peut se permettre de diffuser à des millions d'auditeur·ices des contenus dont la source n'est pas clairement identifiée, au risque d'alimenter des stratégies de désinformation ou d'ingérences, politiques ou étrangères. Dans un contexte où la désinformation est massivement amplifiée par des algorithmes puissants et par des plateformes détenues par des acteurs privés aux orientations idéologiques assumées, la responsabilité des médias de service public est plus essentielle que jamais. **Les journalistes du service public doivent être irréprochables sur la vérification, la traçabilité et la fiabilité de l'information.** C'est cette exigence qui fonde la confiance de celles et ceux qui nous écoutent. Le SNJ-CGT estime que les erreurs ou manquements d'un présentateur occupant une position aussi stratégique ne peuvent rester sans réponse, car elles rejaillissent sur l'ensemble des rédactions et fragilisent collectivement la crédibilité du service public.

Par ailleurs, le SNJ-CGT Radio France dénonce l'intention éditoriale de ce moment. Avec l'utilisation du montage, le présentateur de la matinale établit une équivalence entre les propos antisémites de Jean-Marie Le Pen et des propos tronqués de Jean-Luc Mélenchon, tenus au sujet de "tout-puissants financiers". La critique de l'accaparement de l'État et de ses moyens par une minorité fait partie du discours traditionnel de la gauche. Laisser entendre qu'elle rejoint l'extrême droite contribue à la

confusion intellectuelle du moment et **vient banaliser, en regard, l'antisémitisme de l'extrême droite.**

Car le cadrage de la question posée à Marine Le Pen dans la foulée du montage laisse peu de doutes : « quand avez-vous rompu avec l'antisémitisme de votre père ? », puis, quelques minutes plus tard, « puisque vous avez rompu avec l'antisémitisme », cette dernière affirmation étant présentée comme un fait établi. **Non, M. Erner, le RN n'a pas rompu avec l'antisémitisme de Le Pen père.** Caroline Parmentier, députée présentée comme la « stratège » de Marine Le Pen, a travaillé pendant 30 ans pour le quotidien « Présent » et y a parlé du « lobby juif », de la « grosse » Simone Veil et des « supporters babouins » dans les stades, selon les révélations de Médiapart. Le même journal révèle ce 25 juin que le dirigeant d'un groupuscule néonazi suisse travaille pour le groupe politique présidé par Jordan Bardella au Parlement européen. Faut-il aussi lister ici les candidat·es pétainistes, auteur·ices de saluts nazis ou de propos racistes, que les journalistes des stations ICI débusquent à chaque élection locale ou presque dans le camp du RN ? D'après une étude de 2024 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, l'antisémitisme observé chez les personnes de gauche est « sans comparaison avec celui observé à l'extrême droite et chez les proches du Rassemblement national ». Celles et ceux qui jouent avec ces faits sur nos antennes font preuve d'une grande malhonnêteté intellectuelle.

Le SNJ-CGT Radio France réaffirme donc **son attachement indéfectible à une information indépendante, impartiale, vérifiée et rigoureusement sourcée.** Il demande à la direction de Radio France et de France Culture de clarifier les conditions dans lesquelles ce contenu a été diffusé, ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour éviter que de tels faits se reproduisent. La crédibilité du service public est en jeu. **Stop à la désinformation sur les antennes de Radio France !**

Paris, le 25 juin 2026

Le SNJ-CGT Radio France
Maison de la Radio, pièce 9D57
116 Av. du Président Kennedy, 75016 Paris
cgt@radiofrance.com / snj-cgt@radiofrance.com

Retrouvez-nous sur :

